Autriche

Les syndicats et le partenariat social après les élections

Christian DUFOUR

Les résultats des élections du 3 octobre 1999, qui ont vu s'installer le parti de la Liberté (FPÖ) de J. Haider parmi les candidats potentiels au gouvernement n'ont pas constitué une surprise. La montée de ce Parti populiste dans les élections précédentes, celles des Länder en particulier, laissait présager qu'il finirait par atteindre un seuil critique au niveau fédéral. Les résultats finaux donnent 33,15 % des voix au SPÖ (social-démocrate), 26,91 % au FPÖ et à l'ÖVP (démocrate-chrétien). Cela octroie 65 mandats au SPÖ (-6) et 52 au FPÖ (+11) et à l'ÖVP (=). Les Verts obtiennent 7,4 % des voix et 14 mandats (+5). Le parti libéral (LIF) avec 3,65 % des voix n'atteint pas le seuil de 4 % qui lui permettrait d'avoir des sièges.

Même s'il ne devance que de quelques centaines de voix l'ÖVP, parti de centre-droit de tradition chrétienne démocrate, le FPÖ obtient un résultat d'autant plus dérangeant que son potentiel de progression paraît encore considérable. Les jeunes en dessous de trente ans votent en majorité en sa faveur. L'analyse électorale montre aussi que le parti social-démocrate SPÖ ne recueille plus la majorité des votes ouvriers, ceux-ci s'étant orientés vers le parti de J. Haider.

La question posée dans un « court » terme de durée très incertaine est d'abord celle de la coalition gouvernementale. Mais il faut auparavant se demander pourquoi il est possible que cette situation survienne dans un pays qui fait figure de privilégié au sein même de l'Union européenne. Le taux de chômage, quoiqu'en croissance, y est d'à peine 4 %, l'activité économique y croît plus vite que dans la moyenne européenne, et le niveau de vie y est parmi les meilleurs d'Europe.

La cohabitation de l'après-Deuxième Guerre mondiale

La coalition du SPÖ et de l'ÖVP est au pouvoir depuis 1980. Et, bien que depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale à plusieurs reprises l'un ou l'autre des partenaires ait eu à s'en retirer (l'ÖVP entre 1970 et 1980 par exemple), le retour à cette coalition a toujours guidé les périodes d'opposition de l'un et les périodes de gouvernement solitaire de l'autre. Pour les plus jeunes des électeurs la coalition des deux partis dominants constitue la seule forme de gouvernement qu'ils aient jamais connue, avec la présence d'un chancelier SPÖ.

Les fondements de cette pratique consensuelle peuvent se lire comme le résultat d'une longue période de troubles politiques (Blau, 1999 ; 57). Lorsqu'elle s'institue, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, il s'agit d'abord d'assurer la légitimité la plus large possible à un Etat qui depuis 1918 a connu une succession ininterrompue de difficultés politiques graves. L'Empire disparaît en 1918 ; les années 1920 connaissent des conflits sociaux violents. Vient alors la domination de l'austro-fascisme (1934-1938), avant l'annexion de l'Autriche au Troisième Reich. A la sortie de la guerre, les partis social-démocrate et chrétien démocrate tentent de trouver entre eux un compromis pour former un gouvernement unitaire susceptible d'assumer à la fois le passé récent, les questions politiques internes et la place spécifique de l'Autriche dans une Europe géo-politiquement nouvelle.

L'Autriche craint de se trouver incluse dans le camp de l'URSS (c'est l'Armée rouge qui entre dans Vienne la première) ; elle veut éviter une partition, ou de servir de champ de bataille dans l'hypothèse d'un conflit entre les puissances de l'Est et de l'Ouest. Dans un premier temps il s'agit de faire front à l'occupation par les quatre pays alliés (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France), et pour l'ÖVP il s'agit de faire oublier son passé en s'alliant au SPÖ dans la reconstruction d'un pays où les partenaires sociaux vont se voir attribuer une place très importante. De très larges secteurs de l'économie sont nationalisés (en partie pour éviter leur démantèlement comme dommages de guerre par les Alliés) et constituent pendant longtemps un terrain favorable à l'intrication des positions syndicales et politiques, en raison de l'importance stratégique et numérique des effectifs concernés.

Les bouleversements de l'Europe de l'Est de la fin des années 1980 remettent l'Autriche au centre de la géo-politique européenne. Bratislava n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres de Vienne. L'Autriche décide en juin 1994, par un référendum qui emporte plus de deux tiers de suffrages positifs, d'entrer dans l'Union européenne. Elle est des pays qui entrent les premiers dans la zone euro. Mais elle conserve son statut politique de neutralité, et ne fait pas partie de l'OTAN (le budget de la défense en Autriche est de 0,5 % du PIB). Les événements récents dans les Balkans soulèvent à nouveau la question de ses alliances militaires.

Un tandem tous terrains usé par ses longues randonnées ?

Dans ces conditions, les gouvernements qui se succèdent pendant plusieurs dizaines d'années procèdent avec circonspection, tant en ce qui concerne les équilibres internes que les équilibres externes du pays. Neutre envers l'extérieur, le pays se veut pacifié à l'intérieur. Plus d'un observateur constate aujourd'hui à la fois le refus profond du pays à l'égard des conflits ouverts, en même temps que la tentation de ne pas mener de débat politique d'envergure.

L'entretien et la sauvegarde du consensus politique laissent une grande place à l'action interne des organisations qui font partie des forces gouvernantes, et à leur capacité de compromis. Le partage proportionnel de tous les postes de responsabilité (le *Proporz*), jusqu'à des niveaux très bas dans les fonctions administratives, en fonction des appartenances individuelles aux différents groupes politiques et syndicaux en est l'aspect le plus visible. L'administration de très nombreuses fonctions sociales (santé, logement, sport, etc.)

au niveau territorial ou au niveau des groupes sociaux (jeunes, scolaires, personnes âgées) à travers les liens politico-personnels diffuse cette pratique très profondément dans l'ensemble des couches de la population. L'appartenance à l'une ou l'autre des familles politico-sociales inscrit les individus dans des pratiques sociales encadrées d'une multiplicité d'organisations intriquées entre elles. Le pays compte plus d'un million et demi de personnes membres d'un parti. Mais il y a plusieurs centaines de postes politiques à occuper, et de nombreux autres dans la vie syndicale ou para-syndicale (Welan, 1999, 49). Il n'est guère de secteurs qui échappent à l'organisation consensuelle de la vie sociale, sous la gestion des partis de la coalition.

Le parti de Haider joue sur l'usure de ces pratiques dans l'ensemble de la vie sociale autrichienne. Il dénonce les travers d'appareils politiques, syndicaux, administratifs, auxquels il a beau jeu de reprocher leur peu de transparence et leur laisser-aller dans des domaines multiples. Dans une société vieillissante (les effectifs de retraités sont d'ores et déjà très élevés) il peut capter l'intérêt pour le changement d'électeurs qui n'ont pas connu les difficultés des périodes précédentes.

Il joue sur les menaces ressenties par les salariés les moins favorisés du fait de la proximité de la concurrence des pays à bas salaire de l'Est de l'Europe, qui sont ici frontaliers. Il alimente le réflexe nationaliste qui se renforce dans une période d'intégration internationale nouvelle alors que le patriotisme sur lequel les élites dirigeantes se sont constituées et ont assis leurs pratiques de compromis réciproques est mis à mal. Les dénationalisations que le parti social-démocrate a entrepris ces dernières années lui fournissent aussi un terreau auprès des ouvriers de ces entreprises, auparavant les plus intégrées dans le système du partenariat social. Haider dénonce aussi une hiérarchie issue du compromis social qui fait qu'un ouvrier gagne en moyenne 22 000 schillings mensuels (10 000 FF), un employé 26 800 (12 100 FF) et un fonctionnaire 30 500 (13 900 FF).

Le résultat électoral de Haider se fonde sur la captation de multiples insatisfactions nées dans un système politique et social qui ne dispose d'aucune capacité d'auto-critique. Cela ne donne pas nécessairement naissance à un mouvement politique doté d'autonomie et de capacité gouvernementale, mais à un phénomène électoral, populiste, hétérogène dans ses fondements et aux possibilités d'évolution incertaines. Les thèmes racistes et xénophobes qu'il exprime ont été peu combattus de l'intérieur de l'Autriche, alors que des sondages montrent que ces thèmes ne sont pas sans résonance dans une part très importante de la population [1].

Les forces sociales économiquement les plus libérales sont aujourd'hui tentées d'appuyer l'avance politique de Haider parce qu'il est capable de déstabiliser une société à laquelle elles reprochent son immobilisme du fait des compromis sur lesquels elle vit [1].

1. *Der Standard* (24.10.99) fait état d'un sondage où 49 % de la population répondent oui à la question « Selon vous les juifs sont-ils trop nombreux ou trop influents en Autriche ? ».

R x ***Une nouvelle coalition, mais avec qui ?***

Une nouvelle coalition, mais avec qui ?

Dans les semaines – ou les mois – qui viennent, il appartient maintenant au leader du parti dominant, Viktor Klima, du SPÖ, actuel premier ministre, de proposer une nouvelle formule gouvernementale. Ses marges de manœuvre sont incertaines. Mathématiquement il est possible de reconduire la coalition rouge/noire (SPÖ-ÖVP), ce que demande le président de la République, lui-même issu de l'ÖVP. Cette possibilité se heurte à l'arrivée des bleus (FPÖ) en deuxième position, ce qui devrait en faire le partenaire privilégié d'une future coalition, mais ce que refuse le SPÖ.

L'ÖVP est divisé sur la conduite à tenir. Les liens personnels innombrables entre le pouvoir et les membres du parti du fait du *Proporz* et de son ancienneté compliquent le débat. L'ÖVP est incertain sur deux données essentielles pour lui : Les derniers résultats électoraux montrent que l'érosion n'est pas aussi sérieuse qu'il était redouté ; il n'est donc pas certain qu'une cure d'opposition lui ferait regagner de la vigueur. Mais si de nouvelles élections devaient survenir après le constat de l'impossibilité de former un gouvernement, est-ce que, devant la menace d'une nouvelle progression du FPÖ, le SPÖ ne pourrait pas se remobiliser plus efficacement que l'ÖVP, lequel au contraire se trouverait menacé par son immobilisme devant la proposition gouvernementale du SPÖ ? La tentation d'une alliance avec le FPÖ n'est pas absente, tant dans les couches dirigeantes de l'ÖVP que parmi sa base.

Des sondages publiés le 20 octobre montrent que près de 80 % des électeurs ÖVP sont favorables à une participation gouvernementale … quel que soit le partenaire. Mais le FPÖ n'offre pas toutes les garanties de sérieux et de cohésion interne voulues, même abstraction faite des éléments les plus extrémistes de son programme. L'ÖVP pourrait perdre beaucoup en crédibilité, interne et externe, en Europe en particulier.

Fin octobre, il semblait que la reconduction de la coalition SPÖ-ÖVP était encore une solution possible. Mais elle se heurte à la question de ses objectifs et de ses manifestations publiques. L'absence de débats internes et d'opposition crédible pourrait être le meilleur allié de Haider.

Les syndicats et le partenariat social contestés

Les syndicats autrichiens ne sont pas absents d'un débat qui les implique directement, parce que la coalition gouvernementale est assimilée au partenariat social sur lequel les syndicats reposent.

1. *Cf.* interview dans *Format* du 18.10 (42/99 ; 82-83) de Claus Raidl, manager de Böhler Uddeholm, responsable connu de l'ÖVP qui l'avait pressenti en 1995 comme ministre de l'Economie. Il propose une alliance ÖVP/FPÖ. Il justifie son choix par le fait que les partis de la grande coalition sont pétrifiés, que le parti de Haider est favorable à une libéralisation de l'économie et que dans quatre ans le FPÖ sera encore plus fort. Pour répondre au manque de personnel compétent au FPÖ, il évoque « des professeurs d'Université, et des managers…qui sont des gens respectables » que J.Haider pourrait intégrer dans son équipe gouvernementale

La mise en place d'un « gouvernement professionnel »

Lorsque les syndicats autrichiens se reconstituent en 1945, le même souci qui conduit à la coalition gouvernementale conduit à l'unité syndicale. L'ÖGB regroupe aussi bien les tendances chrétiennes que socialistes ou communistes. Cette unité n'est pas sans condition, puisque les fractions « politiques » sont reconnues et institutionnalisées. Elles sont aujourd'hui au nombre de cinq. La tendance socialiste (FSG) domine largement la deuxième, la fraction chrétienne (FCG), la tendance communiste regroupée au sein du bloc de gauche (Linksblock) étant très affaiblie, et les tendances « indépendantes » (UG) et sans parti (PG) étant aussi très faibles.

Le partenariat social – connu aussi sous le terme de néo-corporatisme – repose sur l'acceptation par le patronat de la représentation syndicale et sur l'acceptation par les acteurs politiques de la représentation professionnelle avec un rôle de « double commande » du pays dévolu aux organisations professionnelles. Institutionnellement le partenariat social s'appuie sur une double structuration de la représentation patronale et salariée. Comme les employeurs disposent de l'instution de la *Wirtschaftskammer* (WK, Chambre économique), les salariés disposent de celle d'*Arbeiterkammer* (AK, Chambres des travailleurs). L'adhésion des entreprises est obligatoire aux premières, les salariés étant obligatoirement affiliés aux secondes [1]. Dans l'un et l'autre camp les adhérents votent pour désigner leurs représentants à ces institutions. Dans chaque camp aussi les membres disposent d'organisations « volontaires ». Pour les salariés, ce sont les syndicats dont la plupart sont réunis dans l'ÖGB. Les employeurs disposent d'une myriade de structures, dont la plus importante est *l'Industriellenvereinigung* (IV, Union de l'industrie). Les structures obligatoires servent de sociétés de services à disposition des organisations volontaires. Elles interviennent à la fois comme conseils dans les débats d'ordre macro-économique, législatifs ou politiques. Il s'agit d'organisations jumelles plutôt que concurrentes. Dans l'imagerie militante, le syndicat représente la tête de cette gémellité et les AK le poing (*Faust*). Dotées de moyens financiers très importants grâce aux cotisations obligatoires les AK dispensent de la formation, des aides juridiques, des activités sociales de tous ordres et des moyens de travail divers qui sont plus ou moins directement contrôlés par les syndicats. Les individus peuvent s'y adresser comme les groupes syndicaux.

Derrière cette structuration s'abrite une politique de négociation permanente, conduite par les organisations volontaires des deux bords. Elles concernent aussi bien les éléments de salaires ou de conditions de travail – discutés alors surtout au niveau des branches – que les questions plus politiques – discutées par les organisations nationales. L'existence des fractions politiques au sein du syndicat permet de boucler le système de liaison entre les fonctions syndicales et les fonctions politiques. Plusieurs des *leaders* nationaux de l'ÖGB et de ses principales fédérations de branche sont également députés au Parlement (*Nationalrat*) qui vient d'être renouvelé. Fritz Verzetnitsch, président de l'ÖGB (et actuel président de la CES) est

1. Les AK ont été créées en 1919 dans une perspective de socialisme révolutionnaire

pour sa part membre du *praesidium* du SPÖ. Du côté du patronat les engagements politiques des différents responsables sont aussi clairement identifiés.

Dans les entreprises, les syndicats existent avec – et plus souvent au travers – des instances élues par l'ensemble des salariés que sont les conseils d'établissement (*Betriebsräte*). L'une des particularités autrichiennes est la coexistence de *Betriebsräte* différents pour les ouvriers et pour les employés (*Angestellte*), de même que la cohabitation de syndicats différenciés pour ces deux catégories de salariés. Mais l'ensemble de ces institutions sont en liaison directe avec les structures syndicales régionales et nationales. Elles sont aussi en lien directs avec les partis politiques, le SPÖ en particulier – auxquels leurs membres sont souvent adhérents.

Le partenariat social ébranlé

Le FPÖ dénonce sans concession le partenariat social comme un carcan imposé à la société et aux individus en Autriche. Son approche possible du pouvoir n'est donc pas sans inquiéter les responsables syndicaux. D'autant que l'attaque des partisans de Haider n'est pas isolée. Elle coïncide avec des évolutions diverses qui menacent les fondements du partenariat social.

L'*Industriellenvereinigung* a entrepris de mettre en cause sa propre structure jumelle, la *Wirtschaftskammer*. Elle reproche à cette dernière d'être coûteuse, mal organisée, redondante et soumise à des procédures de désignation électives qui font la part trop belle aux petites unités contre les plus grandes [1]. Elle serait aussi trop centrée sur des questions autrichiennes alors que les enjeux sont maintenant internationaux. Cette autocritique du camp employeur n'est pas unanime. Mais elle a la vertu de permettre une attaque indirecte contre l'ensemble du système du partenariat social. Politiquement, elle offre une possibilité de rapprochement entre les thèses de Haider et celles d'une partie du patronat (*cf.* note n°, p.). Si celle-ci hésite à aller plus avant dans le processus de rapprochement avec le FPÖ en raison de sa « mauvaise image internationale », et de ses positions anti-européennes, certains pensent pouvoir utiliser son impact pour détacher l'ÖVP d'une alliance gouvernementale qui soutient le partenariat social. Le FPÖ reste ferme sur ses positions pour le moment, et il voit dans les atermoiements des employeurs à l'égard de ses propres thèses la preuve que la bourgeoisie est traditionnellement lâche devant les changements à opérer [2].

Certains employeurs ont aussi commencé à attaquer les structures de représentation dans les entreprises, pour les détacher des syndicats. Quelques grandes entreprises viennent de proposer à leurs salariés de se prononcer par referendums pour ne pas instituer ou prolonger l'existence de Betriebsräte au sein de leurs établissements. Ils leur substituent des *Fairness commissions* élues par l'ensemble des salariés et sans liens avec

1. Un scandale financier vient en outre éclabousser le président de la WK, L.Maderthaner (*Format*, 43, 18. Oktober 1999, pp. 48-49.
2. Interview de Ewald Stadler, *Profil*, 43, 23. Oktober 1999, pp.32-34. Ce même magazine affirme que pendant longtemps l'IV a financé la prise d'influence d'un de ses membres dirigeants au sein du FPÖ avant de s'en distancier récemment.

les syndicats. Malgré les oppositions syndicales, cette expérience a remporté un succès considérable auprès des salariés dans les entreprises où elle a été tentée, 80 à 90 % d'entre eux acceptant la proposition patronale. Les syndicats argumentent sur le caractère illégal de la procédure [1]. Mais ils savent que l'attaque est dangereuse, parce qu'elle offre une alternative décentralisée au partenariat social et se dote d'une apparence de démocratie à la base, alors que les équilibres actuels reposent sur les organisations nationales et que les structures représentatives fonctionnent à travers une cascade hiérarchisée d'organisations imbriquées les unes dans les autres. Les employeurs qui ouvrent ces possibilités proposent en particulier de déconnecter les évolutions salariales des négociations de branche pour les gérer en interne, en partie en fonction des résultats des entreprises. Ils maintiennent aux élus les protections et moyens de travail garantis aux élus de *Betriebsräte.*

Le piètre résultat du SPÖ dans les élections vient confirmer que les liens classiques entre syndicalisme et politique sont moins efficaces pour assurer le contrôle social, même si le taux de syndicalisation n'évolue que lentement vers le bas. Actuellement 50 % des actifs sont syndiqués et les partisans de Haider n'ont pu s'assurer d'entrées significatives dans les instances syndicales du fait de systèmes de sélection sévères dans la progression interne des responsables. Mais les jeunes sont syndiqués à moins de 5 % (Greif, 1999) et la base d'adhérents de l'ÖGB vote plus fréquemment que la moyenne nationale pour le FPÖ. Cela peut constituer une occasion pour une fraction moderniste du SPÖ de se distancier de l'ÖGB, en arguant de sa faible capacité à effectuer sa part de travail dans l'alliance ancienne.

Le congrès de l'ÖGB dans le trouble des résultats électoraux

Des coïncidences de date ont fait que l'ÖGB tenait congrès peu après les élections, du 12 au 15 octobre. Sous le slogan « Sécurité dans le changement » (*Sicherheit im Wandel*) la confédération a profité de cette manifestation pour montrer la place qu'elle occupe dans les structures nationales et souligner son attachement à l'organisation sociale actuelle.

Comme à l'accoutumée le congrès a été précédé de la réunion des cinq fractions partisanes (ou non partisanes) qui la constituent, chacune reélisant ses instances à cette occasion et rappelant ses principales préoccupations [2]. Le congrès a ensuite été ouvert par le président de la République (ÖVP) et le chancelier (SPÖ) [3] l'un et l'autre tenant à souligner l'importance qu'ils attachent au partenariat social. Le président de l'ÖGB, qui est aussi le président de la fraction socialiste de cette organisation, a ensuite rappelé les axes principaux des orientations de son organisation.

L'ÖGB ne jouant pas un rôle central dans les négociations, ses positions en matière de revendications sont surtout des

1. Le débat est vif à ce sujet, certains juristes arguant que la liberté de coalition que représente le Betriebsrat doit avoir pour contrepartie le droit de non-coalition, ou de coalition alternative.
2. « Das war der Kongress », *Magazin ÖGB*, Oktober 1999.
3. Celui-ci étant auparavant intervenu devant la fraction social-démocrate du syndicat où il a reçu un accueil mitigé

positions de principe. Les 35 heures sans réduction de salaire ont été votées comme priorité – pour la quatrième fois consécutive, sans que des résultats concrets aient été obtenus jusqu'à présent. En la matière la difficulté semble tenir à la fois à la faible inclination des employeurs à traiter de ce thème, comme à celle des syndicats de branche de s'investir dans ce domaine. Peu de jours après le congrès confédéral, la fédération de la métallurgie signait un accord sans mesures portant sur le temps de travail. Les appels adressés à l'initiative des conseillers d'entreprise (*Betriebsräte*) en la matière semblent peu porteurs d'espoir. Le congrès a affirmé des mesures plus concrètes concernant par exemple la revendication d'un salaire minimum, fixé à 1 000 euros (6 957 FF). De même les syndicats de l'ÖGB demandent que les niveaux de salaire moyen des pays candidats à l'Union européenne atteignent 80 % du salaire moyen autrichien, afin d'éviter des effets de dumping. L'ÖGB a encore rappelé qu'il était favorable au maintien de la neutralité militaire du pays. Le congrès a aussi élu les huit membres du *praesidium*, dont une femme qui parvient à obtenir la responsabilité du secteur des femmes employées.

En fait, la proximité des élections, l'incertitude de la période politique et le statut même de l'ÖGB ont conduit à une grande prudence et non à un traitement à chaud des questions liées à la situation politique nouvelle. D'où des rappels de principe sans portée concrète immédiate. C'est dans les semaines qui viennent et suivant des modes moins publics que l'ÖGB aura à intervenir. Malgré les menaces qui l'entourent, il paraît peu probable que les différentes forces sociales puissent sortir de la situation actuelle sans passer par lui pour constituer un prochain gouvernement. Le SPÖ ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre pour s'opposer au syndicat et son échec électoral ne lui permet pas d'ouvrir un nouveau front interne. L'ÖVP pour sa part ne pourrait pas se décider pour une alliance avec le FPÖ sans que sa fraction syndicale intervienne, et que de fortes secousses le traversent. L'ÖGB peut faire preuve d'une certaine sérénité dans la tourmente, la crise gouvernementale étant une occasion pour lui de manifester sa force. Les organisations d'employeurs hésitent sur les chances réelles qu'offre le nouveau cours politique pour rompre avec la tradition du partenariat social. Elles pourraient préférer obliger les partis de la coalition à un cours de réformes forcées plutôt que risquer une aventure avec le FPÖ.

Il n'est pas certain qu'à long terme la sérénité actuelle de l'ÖGB soit justifiée. La confédération tient sa puissance de son rôle centralisateur. Elle dispose pour l'assurer d'éléments de contrainte organisationnelle forts. Ainsi, les fonctions stratégiques internes dans l'ensemble des organisations rattachées à l'ÖGB ne peuvent être occupés par des personnes qui ne seraient pas agreéées par les instances supérieures de la confédération, et ce jusqu'à un niveau assez bas dans la hiérarchie politique et administrative des syndicats (*Proporz*). Par ailleurs, l'ÖGB centralise les moyens financiers de toutes les organisations qui lui sont rattachées, pour les répartir ensuite suivant des clés de répartition qui laissent peu d'autonomie organisationnelle à chacune d'entre elles. Mais les organisations internes de l'ÖGB ont une capacité et une volonté inégale de promouvoir des réformes auxquelles elles se sentent plus ou moins contraintes. La question de la liaison entre le SPÖ et sa fraction syndicale est particulièrement

cruciale. La question aussi des types de liens assurés entre les membres et les syndicats viendra sans doute assez vite sur l'agenda syndical.

Le partenariat social n'en est pas à sa première opération d'autodéfense. La perte de pertinence du niveau purement national dans la définition des objectifs économiques et sociaux menace aussi le centralisme syndical. Pour justifier une alliance éventuelle avec le parti de Haider un industriel souligne que « de toute façon, à l'intérieur de l'Europe, le niveau autrichien n'a plus guère d'importance pour nous ». Mais en même temps une partie de l'industrie plaide pour le maintien d'une grande coalition, plus acceptable pour l'Europe. Elle serait prête alors à négocier l'abandon de la neutralité autrichienne en matière de défense pour pouvoir participer aux marchés d'armement. L'ÖGB serait nécessaire pour assurer la réalité d'un compromis dans ce domaine.

Sources :

Presse autrichienne, services de presse de l'ÖGB, interviews de responsables syndicaux et ministériels à Vienne.

Blau Paul (1999), *Das Erbe verschleudert, die Zukunft verspielt, ein Jarhundert Arbeiterbewegung*, K&S, Wien.

Greif Wolfgang (1999), *Arbeitnehmervertretung in Österreich*, BAK, Wien, Jänner.

Welan Manfred (1999), « Theorie und Praxis, Rückblick und Ausblick » in Alfred Payrleitner (ed.) (1999), *Aufbruch aus der Erstarrung, neue Wege in die österreichische Politik* Molden, Wien, pp. 49-67.